

BUDGET

express

www.desjardins.com/economie

14 novembre 2005

La Mise à jour économique et financière du fédéral

- Mesures fiscales
- Point de vue économique

BULLETIN D'INFORMATION



Desjardins
Fédération des caisses
du Québec

Vice-présidence Fiscalité
Vice-présidence Études économiques

La Mise à jour économique et financière du fédéral

14 novembre 2005

MESURES FISCALES

Le ministre fédéral des Finances, Monsieur Ralph Goodale, a déposé cet après-midi une mise à jour économique et financière. Cette mise à jour prévoit principalement une baisse d'impôt des particuliers dès 2005 et une abolition plus rapide de l'impôt sur le capital des grandes sociétés. Par contre, compte tenu du contexte politique actuel, il faudra attendre avant de voir si ces mesures seront réellement adoptées.

MESURES AFFECTANT DESJARDINS - ENTREPRISE

Élimination accélérée de l'impôt sur le capital des grandes sociétés (Impôt de la partie I.3)

Le budget de 2003 proposait d'éliminer l'impôt sur le capital des grandes sociétés à compter de 2008. La présente mise à jour propose plutôt d'éliminer celui-ci dès 2006. Le taux applicable en 2005, soit 0,175 % serait donc ramené à zéro dès 2006.

Report des pertes autres qu'en capital et des crédits d'impôt à l'investissement

Actuellement, les pertes autres qu'en capital et les crédits d'impôt à l'investissement peuvent être reportés prospectivement sur une période de 10 ans. La présente mise à jour propose de porter cette période à 20 ans pour les pertes subies et les crédits gagnés au cours des années d'imposition se terminant après 2005.

Maintien de l'abolition de la surtaxe à compter de 2008 et de la réduction progressive du taux d'impôt des sociétés

Le budget de février 2005 proposait d'éliminer la surtaxe de 1,12 % relative à l'impôt des sociétés pour les années d'imposition se terminant après le 31 décembre 2007.

De même, ce budget proposait que le taux général d'imposition du revenu des sociétés soit ramené à 20,5 % à compter du 1^{er} janvier 2008, à 20 % à compter du 1^{er} janvier 2009 et à 19 % à compter du 1^{er} janvier 2010.

Ces mesures demeurent. Les taux d'impôts des sociétés prévus seront donc :

	Taux actuels	Taux proposés		
		2008	2009	2010
Taux réduit	13,12	12	12	12
Taux de base	22,12	20,5	20	19

MESURES AFFECTANT LES PARTICULIERS

Augmentation additionnelle du montant personnel de base

Selon le budget de février 2005, le montant personnel de base de 8 148 \$ en 2005 (que tout contribuable peut réclamer dans sa déclaration de revenus) devait être augmenté graduellement à raison de :

- 100 \$ pour 2006
- 100 \$ pour 2007
- 400 \$ pour 2008
- 600 \$ pour 2009

La présente mise à jour prévoit plutôt les augmentations successives suivantes :

- 500 \$ pour 2005
- 200 \$ pour 2006
- 100 \$ pour 2007
- 100 \$ pour 2008
- 300 \$ pour 2009

L'augmentation est donc toujours de 1 200 \$ mais se fait beaucoup plus rapidement.

De plus, ces montants s'ajoutent à l'indexation annuelle et le montant personnel de base, pour 2009, ne pourra être inférieur à 10 000 \$.

De même, le montant pour conjoint à charge sera majoré des montants suivants :

- 425 \$ pour 2005
- 170 \$ pour 2006
- 85 \$ pour 2007
- 85 \$ pour 2008
- 255 \$ pour 2009

En 2005, ce changement représente une baisse d'impôt annuelle de 63 \$ pour un résident du Québec et de 116 \$ pour un résident du Québec ayant un conjoint à charge.

Réduction des taux d'impôts

La présente mise à jour propose de réduire les taux d'impôt des particuliers à compter de 2005 pour le taux minimum et à compter de 2010 pour les autres taux.

Ainsi, dès 2005, le taux applicable aux premiers 35 595 \$ de revenus passe de 16 % à 15 %. Par contre, le taux applicable aux crédits non remboursables passera également de 16 % à 15 %.

Pour les résidents du Québec gagnant plus de 35 595 \$ et compte tenu de l'abattement pour résident du Québec, ce changement représente une baisse d'impôt de 225 \$ pour 2005.

À compter de 2010 les taux de 22 %, 26 % et 29 % applicables aux autres tranches de revenus seront également réduits de 1 %.

Finalement, il est prévu qu'une mesure semblable à la prime au travail au Québec soit instaurée à compter de 2008.

Mesures fiscales relatives aux personnes handicapées

Le dernier budget proposait que le montant maximal annuel de la Prestation pour enfants handicapés, à titre de supplément de la Prestation fiscale canadienne pour enfants, passe de 1 681 \$ à 2 000 \$ à compter du 1er juillet 2005. La présente mise à jour hausse ce montant à 2 300 \$ à compter de juillet 2006.

De même, le dernier budget proposait que le montant maximum du supplément remboursable pour frais médicaux soit majoré de 571 \$ à 750 \$. On propose maintenant de hausser ce montant à 1 000 \$ pour 2006.

LA MISE À JOUR ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DU FÉDÉRAL



Gilles Soucy

Vice-président et économiste en chef

François Dupuis

Directeur, Chef économiste adjoint et stratège

Benoit P. Durocher

Économiste

Tél. : (514) 281-2336 ou 1 866 866-7000, poste 2336

Courriel : desjardins.economie@desjardins.com

Avec un énoncé préélectoral, le gouvernement Martin réédite l'annonce d'une panoplie de nouvelles dépenses et d'initiatives fiscales

Le ministre des Finances, M. Ralph Goodale, a déposé aujourd'hui une mise à jour économique et financière de la situation budgétaire du gouvernement fédéral. De plus, le gouvernement Martin a présenté un plan pluriannuel (*Plan pour la croissance et la prospérité*) se concentrant essentiellement sur quatre objectifs : offrir des possibilités à tous les Canadiens pour acquérir des compétences sur le marché du travail, promouvoir une économie innovatrice, positionner le pays au cœur du commerce international et des réseaux mondiaux, et établir un environnement propice à l'investissement privé.

Pour y arriver, le gouvernement libéral propose plusieurs nouvelles dépenses et initiatives fiscales à inclure, le cas échéant, dans son prochain budget. Celui-ci est normale-

ment prévu à l'hiver 2006. Toutefois, parce qu'il apparaît de plus en plus probable que l'actuel gouvernement minoritaire sera renversé dans les prochaines semaines, ce budget pourrait ne jamais voir le jour. C'est donc dire que la panoplie de nouvelles annonces faites aujourd'hui ainsi que la plupart de celles promises depuis le budget du 23 février dernier, en particulier lors de l'entente du printemps avec le Nouveau parti démocratique (NPD), deviendront vraisemblablement des promesses non réalisées.

54 500 000 000 \$ de plus que prévu!

En ce qui concerne les hypothèses de croissance du PIB, de l'inflation et du niveau des taux d'intérêt, elles sont conformes à nos attentes, donc très réalistes. Cependant,

Tableau 1

Sommaire des opérations

En milliards de \$	2004-2005	2005p-2006p	2006p-2007p	2007p-2008p	2008p-2009p	2009p-2010p	2010p-2011p
Opérations budgétaires							
. Revenus budgétaires	198,4	202,3	212,3	222,0	229,9	239,3	247,8
- Variation (%)	6,6	2,0	4,9	4,6	3,6	4,1	3,6
. Total de charges							
. Charges de programmes	(162,7)	(163,7)	(170,7)	(178,8)	(187,2)	(195,8)	(203,6)
- Variation (%)	15,1	0,6	4,3	4,7	4,7	4,6	4,0
. Frais de la dette publique	(34,1)	(34,0)	(34,4)	(34,8)	(34,6)	(34,5)	(34,4)
- Variation (%)	(4,6)	(0,3)	1,2	1,2	(0,6)	(0,3)	(0,3)
. Total des charges	(196,8)	(197,7)	(205,1)	(213,6)	(221,8)	(230,4)	(238,0)
Excédent budgétaire	1,6	4,6	7,2	8,4	8,1	8,9	9,8
Prudence							
. Réserves pour éventualités	---	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0
. Mesures de prudence économique	---	---	1,0	2,0	3,0	3,5	4,0
Total	---	3,0	4,0	5,0	6,0	6,5	7,0
Reste de l'excédent	---	1,6	3,2	3,4	2,1	2,4	2,8
Dettes fédérales							
. Hypothèse d'équilibre budgétaire	499,9	499,9	499,9	499,9	499,9	499,9	499,9
. Hypothèse d'application de la réserve pour éventualités à la réduction de la dette	---	496,9	493,9	490,9	487,9	484,9	481,9
Pourcentage du PIB							
. Revenus budgétaires	15,4	14,9	14,9	14,8	14,7	14,6	14,4
. Charges de programmes	12,6	12,1	11,9	12,0	12,0	12,0	11,9
. Frais de la dette publique	2,6	2,5	2,4	2,3	2,2	2,1	2,0
. Total des charges	15,3	14,6	14,4	14,3	14,2	14,1	13,9
. Excédent aux fins de planification	0,1	0,1	0,2	0,2	0,1	0,1	0,2
. Dette fédérale							
. Hypothèse d'équilibre budgétaire	38,7	36,8	35,0	33,4	32,0	30,5	29,1
. Hypothèse d'application de la réserve pour éventualités à la réduction de la dette	---	36,6	34,6	32,8	31,2	29,6	28,1

Source : ministère des Finances du Canada, novembre 2005

p: prévisions

Tableau 2
Perspectives budgétaires tenant compte des mesures prévues dans la Mise à jour de novembre 2005

En milliards de \$	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	Total
Excédent fondé sur le <i>statu quo</i>	13,4	15,0	16,4	15,7	16,5	19,8	96,8
. Initiatives proposées avant <i>La Mise à jour économique et financière</i> de novembre 2005	2,3	1,8	1,8	1,9	1,6	1,5	10,8
. Réserve de prudence							
. Réserve pour éventualités	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	18,0
. Mesure de prudence économique	---	1,0	2,0	3,0	3,5	4,0	13,5
. Total	3,0	4,0	5,0	6,0	6,5	7,0	31,5
Excédent aux fins de planification	8,2	9,2	9,5	7,9	8,4	11,3	54,5
Total des dépenses et des initiatives fiscales dans la Mise à jour de l'automne	6,6	6,0	6,1	5,8	6,0	8,5	39,0
Excédent disponible à des fins budgétaires	1,6	3,2	3,4	2,1	2,4	2,8	15,5

Source : ministère des Finances du Canada, novembre 2005

le bât blesse plutôt du côté de l'excédent budgétaire. Encore une fois, le gouvernement libéral a nettement sous-estimé les surplus budgétaires pour les prochaines années, incluant celle en cours. En tenant compte des mesures proposées avant la mise à jour d'aujourd'hui, l'excédent devrait atteindre 8,2 G\$ cette année, puis augmenter progressivement pour dépasser les 11 G\$ d'ici cinq ans, une somme impressionnante de 54,5 G\$ sur une base cumulative au cours de cette période. On peut donc se poser de sérieuses questions sur la capacité de planifier du gouvernement en place. En l'espace de seulement neuf mois, soit depuis le dépôt du budget 2005-2006, les excédents ont littéralement explosé. On ne peut que dénoncer ce manque de rigueur.

allouées aux réserves pour éventualités et de prudence économique. Or, selon le document présenté aujourd'hui, les excédents aux fins de planification totaliseront plus de 50 G\$d'ici l'exercice budgétaire 2010-2011. D'où provient donc cet argent?

De l'argent frais...

Du côté des dépenses budgétaires, l'amélioration de la situation du marché du travail devrait réduire les prestations d'assurance-emploi entre 1,1 G\$ à 1,8 G\$ par année d'ici 2009-2010 par rapport aux prévisions initiales du budget de février 2005. Ce nouvel apport sera cependant contrebalancé en partie par une réduction des cotisations d'assurance-emploi. Un niveau plus faible que prévu des taux d'intérêt a aussi amené une réduction des frais de la dette publique. Ainsi, le gouvernement fédéral espère épargner entre 1,1 G\$ et 1,7 G\$ par année d'ici 2009-2010 en frais d'intérêt sur sa dette. Une grande proportion de la nouvelle marge de manœuvre provient cependant de l'accroissement des revenus budgétaires du gouvernement fédéral. En outre, les impôts sur les revenus des sociétés devraient augmenter de 4,6 G\$ à 10,7 G\$ par année, grâce à l'impact de la récente hausse des prix de l'énergie sur les revenus des entreprises et aux bénéfices plus élevés que prévu.

Le ministre Goodale propose dans sa mise à jour déposée aujourd'hui d'utiliser 39,0 G\$ de la marge de manœuvre de 54,5 G\$ pour introduire de nouvelles dépenses et initiatives fiscales. Le restant, soit 15,5 G\$, devrait demeurer disponible à des fins de planification budgétaire. Si l'on tient également compte des 10,8 G\$ déjà annoncés depuis le budget de février, notamment pour la réponse du gouvernement à la hausse des coûts de l'énergie et l'entente Canada-Ontario, les nouvelles initiatives du gouvernement fédéral devraient totaliser 49,8 G\$ au cours des six prochains exercices budgétaires.

Prévisions économiques et financières

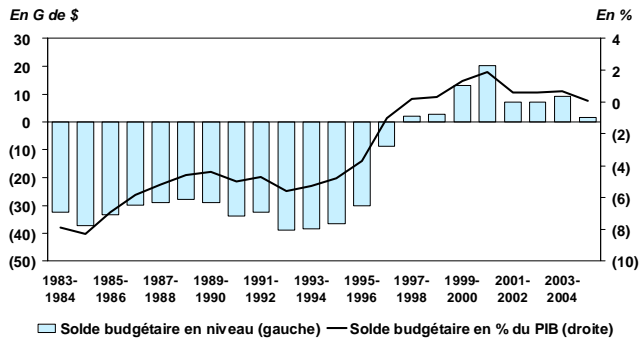
	2005		2006	
	Budget fédéral*	Mouvement Desjardins	Budget fédéral*	Mouvement Desjardins
PIB nominal (%)	5,3	5,3	5,2	5,4
PIB réel (%)	2,8	2,9	2,9	3,2
Bons du Trésor canadiens 3 mois (%)	2,7	2,8	3,4	3,8
Obligations canadiennes 10 ans (%)	4,0	4,1	4,4	4,6

* Prévisions consensuelles moyennes du secteur privé canadien.

Sources : ministère des Finances du Canada et Desjardins, Études économiques

La question est donc toute légitime : comment le gouvernement fédéral parviendra-t-il à financer toutes les nouvelles mesures proposées dans l'énoncé d'aujourd'hui? Il faut dire qu'il y a neuf mois, le gouvernement fédéral présentait pourtant un budget équilibré pour les cinq prochains exercices, sans excédent budgétaire si ce n'est des sommes

Canada : les surplus budgétaires se succèdent



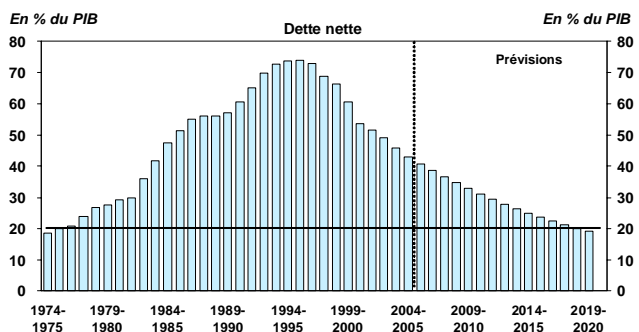
Source : ministère des Finances du Canada

Plus spécifiquement, les libéraux annoncent une réduction cumulative de 29,1 G\$ de l'impôt des particuliers avec, entre autres, un abaissement graduel des taux d'imposition et une majoration de l'exemption de base. L'impôt des sociétés pourrait diminuer de 1,1 G\$ d'ici 2010-2011. Le fédéral a aussi l'intention d'investir 9,2 G\$ en éducation (subventions, aide financière, bourses d'études, perfectionnement des compétences en milieu de travail), au soutien des personnes handicapées et à l'intégration des immigrants.

Cette énumération n'est pas exhaustive et plusieurs autres mesures de moindre importance sont aussi proposées (le détail des nouvelles initiatives est présenté en annexe aux tableaux 3 et 4). Mentionnons tout de même un investissement cumulatif de 1,2 G\$ pour améliorer les échanges commerciaux internationaux avec, notamment, une somme de 590 M\$ pour moderniser la porte d'entrée du Pacifique, particulièrement pour le port de Vancouver.

En terminant, mentionnons que le gouvernement fédéral s'était fixé comme objectif dans son budget de 2004 de réduire le ratio de sa dette sur le PIB à 25 % d'ici 2015. Le

Canada : une réduction rapide du ratio de la dette sur le PIB



Sources : ministère des Finances du Canada et Desjardins, Études économiques

ministre Goodale propose dans sa mise à jour de réduire ce ratio à moins de 20 % d'ici quinze ans. Pour ce faire, la réserve de 3 G\$ pour éventualités serait consacrée chaque année au remboursement de la dette.

Conclusion

Il est évident que cette mise à jour économique et financière jette l'assise du programme électoral des libéraux en prévision des élections qui seront vraisemblablement déclenchées au cours des prochaines semaines. Il sera intéressant de connaître ce que proposeront les autres partis politiques à la lumière de cette marge de manœuvre budgétaire pour le moins surprenante.

À notre avis, la multiplication des initiatives fédérales en santé et en éducation, qui sont pourtant de compétence provinciale, amène un dédoublement administratif qui accroît l'inefficacité et l'inefficiency entre les différentes structures gouvernementales au pays. Le gouvernement fédéral devrait plutôt privilégier une réduction encore plus marquée du fardeau fiscal des particuliers, ce qui laisserait le champ libre aux provinces pour accroître leurs revenus fiscaux, ainsi que la résolution à brève échéance du déséquilibre fiscal entre lui et les provinces. Cela pourrait aider ces dernières non seulement à maintenir un équilibre budgétaire mais aussi à réduire éventuellement leur niveau d'endettement.

Tableau 3
Initiatives proposées depuis le dépôt du budget de février 2005

En million de \$	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	Total
Plan pour la croissance et la prospérité							
<i>. Offrir des possibilités à tous les Canadiens</i>							
. Rehausser la qualité d'une main-d'œuvre canadienne de calibre mondial	1 077	623	1 197	1 568	1 579	1 579	7 622
. Relever le défi démographique	34	161	246	316	397	397	1 551
. Accroître la mobilité de la main-d'œuvre et l'efficacité du marché du travail	---	10	10	15	15	15	65
. Total	1 112	794	1 453	1 899	1 991	1 991	9 238
<i>. Promouvoir une économie innovatrice</i>							
. Leadership en matière de recherche universitaire	500	275	335	335	335	335	2 115
. Renforcer les réseaux internationaux de recherche	30	---	---	---	---	---	30
. Accélérer la commercialisation des nouvelles technologies	---	24	47	49	50	30	199
. Total	530	299	382	384	385	365	2 344
<i>. Au cœur des échanges et des réseaux mondiaux</i>							
. Positionner le Canada au sein des réseaux commerciaux mondiaux	---	49	94	108	114	120	485
. Créer des points d'accès de calibre mondial	---	93	158	160	151	129	690
. Total	---	142	251	268	265	249	1 175
<i>. Établir un environnement propice à l'investissement</i>							
. Réduire les impôts pour favoriser la prospérité	5 335	5 050	4 695	4 095	4 290	6 800	30 265
. Promouvoir l'efficacité de la réglementation	50	18	18	18	18	18	140
. Promouvoir l'efficacité énergétique	---	2	3	5	10	30	50
. Total	5 385	5 070	4 716	4 118	4 318	6 848	30 455
Total	7 027	6 305	6 802	6 669	6 959	9 452	43 213
Réponse du gouvernement à la hausse des coûts de l'énergie							
Entente Canada-Ontario	160	230	450	350	200	100	1 490
<i>(en excluant les montants prévus dans le Plan pour la croissance et la prospérité ainsi que la réponse du gouvernement à la hausse des coûts de l'énergie)</i>							
Autres initiatives annoncées	599	708	435	360	302	298	2 702
Total	8 827	7 808	7 925	7 617	7 610	10 000	49 788
Dont :							
Initiatives proposées avant La Mise à jour économique et financière de novembre 2005 <i>(voir tableau 4)</i>	2 258	1 775	1 833	1 851	1 611	1 507	10 835
Initiatives proposées dans La Mise à jour économique et financière de novembre 2005	6 569	6 034	6 092	5 786	6 000	8 493	38 953

Source : ministère des Finances du Canada, novembre 2005

Tableau 4

Initiatives proposées avant *La Mise à jour économique et financière de novembre 2005*

En million de \$	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	Total
Réponse du gouvernement à la hausse des coûts de l'énergie	1 041	566	238	238	150	150	2 383
Entente Canada-Ontario							
. Études supérieures	400	---	350	400	400	400	1 950
. Logement et infrastructure	150	150	100	100	100	---	600
. Villes	149	149	---	---	---	---	298
. Développement du marché du travail et immigration	80	300	400	560	634	634	2 608
. Changement climatique	---	40	140	158	200	200	738
. Perception de l'impôt des sociétés et inspection des viandes	10	80	350	250	100	100	890
. Total	789	719	1 340	1 468	1 434	1 334	7 084
Moins :							
. Fonds prévus dans le budget de 2005 et dans la réponse du gouvernement à la hausse des coûts de l'énergie	171	218	180	215	275	275	1 334
. Coût net	618	501	1 160	1 253	1 159	1 059	5 750
Autres décisions financières annoncées après le budget							
. Réduction des loyers des aéroports	---	48	72	97	132	176	525
. Programme de protection du salaire	4	32	32	32	32	32	164
. Musée canadien des droits de la personne	10	10	10	20	20	---	70
. Amélioration du port de Prince Rupert	10	20	---	---	---	---	30
. Centre mondial sur le pluralisme	30	---	---	---	---	---	30
. Gouvernance internationale de pêches	6	7	7	---	---	---	20
. Célébrations du 400 ^e anniversaire de la ville de Québec	11	34	45	19	---	---	110
. Mesures d'aide au Darfour	120	78	---	---	---	---	198
. Afghanistan (prolongation de mission)	286	286	50	---	---	---	622
. Pakistan	57	---	---	---	---	---	57
. Mesures touchant l'immigration	68	93	9	9	11	11	201
. Autres initiatives annoncées	165	205	265	248	182	171	1 236
. Total	767	814	491	425	377	390	3 263
Moins :							
. Fonds prévus dans le budget de 2005	168	106	55	65	75	92	560
. Coût net	599	708	435	360	302	298	2 702
. Coût net total	2 258	1 175	1 833	1 851	1 611	1 507	10 835

Source : ministère des Finances du Canada, novembre 2005